



## Extraits du procès-verbal des séances plénières des 15 et 16 mars 2018

---

### DÉBAT GÉNÉRAL SUR LE BUDGET PRIMITIF 2018

**M. COUNIL.** La session budgétaire s'inscrit dans la logique du DOB, ce qui est plutôt rassurant. Je reprendrai donc ce que j'ai eu l'occasion d'exposer à cette occasion, qui vous avait quelque peu fâché et vous fâche encore ce matin.

J'aimerais que l'on sorte un peu des discours caricaturaux selon lesquels il y aurait les gentils élus de la majorité qui aiment le Département, qui travaillent pour le Département, qui font bouger le Département, et les méchants élus de la minorité – on se demande même pourquoi ils sont élus – qui n'aiment pas le Département, qui passent leur temps à le dénigrer. Tel est bien le discours que vous avez tenu.

Lorsque Mme Labrette-Ménager fait état des difficultés de démographie médicale dans le Département, on ne l'accuse pas de critiquer le Département, tout simplement parce qu'elle ne le critique pas : elle fait simplement état d'une situation. Il convient donc de se garder de porter des jugements, parfois à l'emporte-pièce comme l'a fait M. Grelier. Quand on est élu de l'opposition, on joue un rôle un peu différent de celui d'un élu de la majorité. Notre rôle consiste à mettre l'accent sur ce qui ne va pas. J'entends les discours de l'opposition à la ville du Mans lorsqu'elle porte l'accent sur ce qui ne va pas. Elle a raison de le faire. Parfois, elle est, en effet, accusée de dénigrer la ville.

J'entends également les discours de votre leader adoré, Laurent Wauquier, lorsqu'il dénigre la France. Le lui reproche-t-on ? Non, il met l'accent sur ce qui dysfonctionne. Porter l'accent sur ce qui ne va pas, est-ce dénigrer le Département ? Est-ce ne pas aimer son territoire, ne pas le défendre ? Je ne le crois pas. À moins que vous nous demandiez d'être une minorité de béni-oui-oui qui applaudissons comme vous à tout rompre lorsque M. Vallienne lance les applaudissements. Je crois que nous sommes dans notre rôle.

J'explique toujours à mes élèves que s'ils veulent progresser, ils doivent se pencher attentivement sur leur copie, là où ils ont échoué. Sur les bancs de l'assemblée, nous avons tous la même volonté de faire progresser le Département. Il n'y a pas, d'un côté, la majorité qui voudrait faire progresser le Département, de l'autre, la minorité, qui voudrait le faire reculer. Non, nous voulons tous que le Département progresse. Et pour cela, il y a nécessité à s'unir, mais aussi à étudier ce qui ne fonctionne pas. Dans plusieurs domaines, la Sarthe est devenue la lanterne rouge de la Région. Ce ne sont que des faits. Nous pouvons, comme les petits singes, nous voiler les yeux, nous boucher les oreilles et ne plus rien dire. Mais je ne crois pas que notre rôle consiste en cela. Il est de porter l'accent sur ce qui n'a pas été et de voir comment collectivement nous pouvons améliorer la situation. S'il vous plaît, Mesdames, Messieurs les élus, de la majorité, ne nous portez pas grief d'être dans notre rôle d'opposants.

Face aux problèmes, il y a nécessité de se mobiliser collectivement. Mme Labrette-Ménager a évoqué la démographie médicale, M. Grelier a apporté des réponses et je ne doute pas que Mme Cantin le fera également. On voit bien que c'est un sujet qui est vécu dramatiquement par nos habitants, voire par nous-mêmes sur l'ensemble des territoires. Y a-t-il un seul élu ici qui puisse affirmer que sur son territoire des habitants ne se plaignent pas de l'absence de médecin ?

Ne nous faites pas dire non plus ce que nous n'avons pas dit. C'est ainsi que nous n'avons jamais dit que dans le budget proposé tout était à jeter. D'ailleurs, comme nous l'avons toujours fait, nous voterons un certain nombre de délibérations. Des politiques vont dans le bon sens, auxquelles nous pouvons souscrire. Le déploiement de la fibre optique comme les efforts non négligeables réalisés en faveur des collègues vont

dans le bon sens, et heureusement ! Pour autant, nous sommes là aussi pour pointer les dysfonctionnements. Le présent budget s'inscrit dans un contexte plus favorable que les autres années parce que la situation financière du Département est saine. Lors du DOB, j'ai eu l'occasion de saluer les efforts de gestion qui ont été réalisés par votre majorité, parce que la reprise économique est là et commence à produire ses effets. C'est ainsi que le rapport sur le RSA affiche une baisse du nombre de foyers allocataires ; c'est le signe d'une amélioration. Il est de ne pas rater le train de la reprise, il ne faut pas que la ville du Mans et le Département restent sur le quai de la gare en regardant passer le train. Il faut monter dedans, ce qui suppose de faire mieux et plus, comme l'ont souligné Christophe Chaudun, Elen Debost ou comme d'autres le souligneront peut-être.

Je reviens sur la déclaration de M. Le Mèner, reprise hier dans *Le Maine Libre*. Je cite : « *On ne peut pas dissocier notre Département de la ville centre. Il faut que Le Mans retrouve de l'attractivité en faisant plus et mieux. (...) Le chef-lieu doit tirer la Sarthe.* »

J'apprécie la déclaration, notamment eu égard aux propos que Dominique Le Mèner a tenus expliquant qu'il ne fallait pas dénigrer les territoires du Département. Quand je relis sa déclaration, je suis plutôt d'accord. Il explique que l'on ne peut pas dissocier notre Département de la ville centre. En effet, on ne peut pas concevoir le Département sans Le Mans, sans la Métropole et Le Mans et la Métropole ne peuvent se concevoir sans le Département. Nos destins sont liés, ce qui sera bon pour Le Mans sera bon pour la Sarthe et ce qui sera bon pour la Sarthe sera bon pour Le Mans. Je souscris donc à son propos.

La seconde phrase était : « *Il faut que Le Mans retrouve de l'attractivité en faisant plus et mieux.* » Oui, comme pour le Département, tout n'est pas rose au Mans, tout n'est pas noir non plus. Il y a possibilité de faire mieux, de faire plus, je crois que c'est ce à quoi s'emploie la majorité municipale à laquelle j'appartiens. De la même façon que la majorité départementale à laquelle vous appartenez essaye de faire plus et mieux dans le Département.

Dernière phrase : « *Le chef-lieu doit tirer la Sarthe.* » Oui, je suis d'accord, c'est aussi le rôle d'un chef-lieu d'être la locomotive qui fait avancer un Département et un territoire. Malgré tout, on sent dans les propos de Dominique Le Mèner une petite pique politique même s'il s'en défend.

L'attractivité du Mans est à l'image de l'attractivité du Département. Si je retiens les critères démographiques, selon les derniers chiffres de l'Insee qui couvrent la période 2010-2015, Le Mans Métropole a gagné 0,3 % de population, le même pourcentage pour le Département de la Sarthe.

Dans le même temps, la ville centre a repris le chemin de la croissance, ce que prouve une série d'indicateurs, par exemple, les effectifs scolaires auxquels s'est référé M. Boussard en évoquant la défense des écoles rurales, propos auquel je souscris. Le premier degré perd 732 élèves dans la Sarthe d'une rentrée à l'autre alors que les effectifs sont stables au Mans. Des indicateurs montrent que l'attractivité de la ville n'est pas si mauvaise.

En 2016, 1288 créations d'entreprises ont été enregistrées sur Le Mans Métropole. Des groupes industriels, des groupes tertiaires ont fait le choix de s'installer au Mans. Art Prom explique dans la presse de cette semaine qu'il va construire 12 000 mètres carrés de bureaux supplémentaires à NovaxSud, 2 000 mètres carrés de bureaux supplémentaires en gare nord. Une entreprise a décidé de s'installer à la ZAC du Monet à Allonnes qui aujourd'hui est remplie. Il va falloir penser à de nouveaux projets. On voit que des choses se passent positivement au Mans, dans la Métropole comme sur le reste du Département. Cela se traduit sur le taux de chômage qui, au Mans, est passé de 10,4 % à 9,5 %.

D'ailleurs, le dynamisme économique que l'on retrouve dans l'agglomération bénéficie pleinement au Département. L'impôt local prélevé sur le territoire de Le Mans Métropole représente en 2016 une recette pour le Département de 163,5 M€. Les contribuables manceaux, métropolitains viennent contribuer à la solidarité départementale.

L'attractivité s'est améliorée mais elle pourrait s'améliorer encore et nécessite un travail collectif dans le sens où « le chef-lieu doit tirer la Sarthe » pour reprendre l'image ferroviaire employée par le Président. Le Mans doit être la locomotive du Département. Il est impossible de penser l'un sans l'autre.

La locomotive sert à tirer les wagons. Que pouvons-nous faire lorsque le train n'arrive pas à accélérer ? Premièrement, abandonner des wagons et laisser la locomotive avancer seule. Cela n'a jamais été le choix de la Métropole. La meilleure preuve en est l'illustration de ce qui passe au Pays du Mans et au Pôle métropolitain. On voit que la complémentarité qui se joue entre Le Mans Métropole et les autres communautés de communes de ces territoires permet précisément de soutenir ensemble un certain nombre de projets avec succès et de jouer sur la complémentarité ville-campagne. Nous en avons donc besoin. Telle n'est pas l'hypothèse que je retiendrai pour mieux faire avancer le train.

Peut-être faut-il impulser plus d'énergie dans la locomotive. Si je reprends une image ferroviaire, qui remonte au passé : il faut mettre du charbon. Peut-être le Département aurait-il un plus grand rôle à jouer. En tant qu' élu d'un territoire, je note plutôt un repli du soutien du Département sur plusieurs plans. M. Chaudun a évoqué le repli du financement en faveur de l'université, qui est une erreur colossale de votre majorité. L'université est l'avenir de notre ville, de la métropole, du Département. Ce repli de l'université c'est de ne pas s'engager vers l'avenir ; c'est une erreur.

S'agissant d'un certain nombre de projets structurants, le Département ne répond plus présent. Par exemple, en matière d'équipements sportifs. Nous avons une tradition : tous les ans, le Département aidait à la création d'un équipement sportif qui bénéficiait à une large part de la population. Ce n'est plus le cas désormais. Et parfois cela se fait au détriment du monde rural. C'est ainsi que vous avez pris la décision de ne pas soutenir la construction de box sur l'hippodrome, qui ne bénéficient pas directement aux Manceaux, mais à l'ensemble de la filière équestre du Département. Pourtant, votre choix est de ne pas soutenir ce projet, à moins que vous n'ayez changé d'avis.

Je citerai également le soutien à la baisse de nombreux acteurs du territoire. Le compte administratif de la ville du Mans affichait 276 000 € au titre de l'aide versée par le Département à la ville en 2015 ; elle est de 82 000 € en 2016. Voilà une illustration assez simple du repli du soutien du Département.

Sur certains sujets, j'ai même l'impression que vous avez abandonné la ville. En matière de démographie médicale, je pourrais citer des exemples. Des projets pourraient être aidés à certains endroits du territoire. Or, ils ne le sont pas s'agissant de la ville. Je ne parle pas des négociations qui sont intervenues avec l'AES au cours desquelles le Département a fait en sorte que les propositions portées par la ville soient sacrifiées au profit d'autres territoires.

Monsieur le Président, je souscris à votre déclaration selon laquelle on ne peut pas dissocier notre Département de la ville centre, mais j'attends des actes. Le problème c'est que l'on assiste aujourd'hui plutôt à l'inverse. Nous relevons la volonté de cultiver en permanence une forme d'opposition ville/campagne qui n'est certainement pas conforme à nos pratiques politiques passées, à la vie de nos concitoyens ou à leurs attentes.

Pourtant, quand vous avez besoin des élus du Mans ou de la Métropole, vous avez pu compter sur nous. Par exemple, lorsque vous avez eu besoin que certains élus jouent un rôle positif pour fermer un collège en zone d'éducation prioritaire, vous n'avez pas eu à vous plaindre de notre soutien. Mais la réciprocité n'existe pas, ce que nous pouvons regretter.

Alors, oui, Monsieur le Président, Le Mans peut faire mieux et plus, oui, Mesdames, Messieurs les élus de la majorité, la Sarthe peut faire mieux et plus. Ne croyez pas que c'est l'un sans l'autre que nous y parviendrons ; c'est l'un avec l'autre que, demain, nous pourrons lancer le train de la reprise économique à plus grande vitesse dans la Sarthe et que tout le monde y trouvera son compte.

## DÉVELOPPER LE NUMÉRIQUE DANS L'EXERCICE DES POLITIQUES PUBLIQUES

**M. COUNIL.** La question qui est soulevée est complexe. Nous l'évoquons depuis très longtemps, j'ai même l'impression que nous tournons en rond. Cela fait plusieurs années que j'alerte sur le retard pris par le Département de la Sarthe en termes d'équipements informatiques des collèges. Même si la politique se veut plus volontaire, nous sommes loin du compte.

Le Président nous a dit que le Département de la Sarthe apparaissait comme l'un des pionniers en matière de déploiement du numérique sur le territoire. Je lui accorde. Je l'ai dit hier matin : s'il est un endroit où nous ne sommes pas des pionniers, c'est en matière d'informatique dans les collèges. Nous sommes très en retard comparé à bien des Départements ou d'autres collectivités.

En tant qu'enseignant en lycée, j'ai vu de quelle manière la Région nous a accompagnés sur le Plan de l'équipement des établissements et de la mise en place des pratiques pédagogiques autour de l'informatique. Si je compare avec le collège où ma femme enseigne, je note des différences et les difficultés pour les enseignants de s'emparer de cet outil, car parfois même l'outil n'existe pas !

Le Président s'est vanté que les collèges étaient reliés en fibres optiques et haut débit. Il est une bonne chose de mettre en place les tuyaux, mais sans robinet au bout du tuyau, le tuyau ne sert à rien ! De nombreux établissements ont pris trop de retard.

Le débat continue de se poser pour savoir si l'on doit doter ou non, si les enseignants sont prêts, etc. Je ne comprends pas que l'on soit encore à se poser cette question. À l'heure actuelle, tous les enseignants sont mobilisés sur cette question dans le cadre de leur formation.

Une équipe dans un collège bouge, fortement. Si vous partez du principe qu'une année l'équipe n'est pas intéressée, l'année suivante, une autre équipe sera très intéressée. Il faut être plus volontaire sur cette question.

M. Vallienne a loué la réactivité des services. Je n'en doute pas un seul instant. Personnellement, ce qui m'inquiète c'est la réactivité des élus. Cela fait des années que nous alertons et que le dossier patine. La majorité reconnaît elle-même que les solutions mises en œuvre ne sont pas totalement satisfaisantes. Pour autant, la nécessité impose d'aller plus vite et plus loin.

À la question de savoir s'il faut doter ou non les structures en attendant que les enseignants soient prêts, je répondrai que j'ai toujours eu tendance à penser que l'organe crée la fonction. Cela fait 18 ans que j'enseigne dans le même lycée. Lorsque les ordinateurs ont été installés, nombre de mes collègues n'étaient pas intéressés. Aujourd'hui, ils sont les premiers à les utiliser. À force d'avoir un outil, on s'en sert.

Nous sommes dans un monde où préparer l'avenir des jeunes passe obligatoirement par l'outil numérique. Dans la mesure où nous aimons tous la Sarthe et les jeunes Sarthois, j'incite la majorité à mettre les bouchées doubles.